

Le particularisme des réserves en droit international des droits de l'homme / Fabienne Quilleré-Majzoub. —  
Extrait de : Revue juridique de l'USEK. — N° 6 (1998),  
pp. 169-196.

Notes au bas des pages.

I. Droits de l'homme. II. Droit international. III.  
Consentement (Droit).

PER L1311 / FD63043P

## **LE PARTICULARISME DES RÉSERVES EN DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME**

PAR

Fabienne QUILLERÉ-MAJZOUB

Professeur de Droit Public

Enseignante à la Faculté de Droit de l'USEK

L'énoncé de réserves par les États parties à un traité international a toujours posé de très nombreux problèmes en droit international général. Et les problèmes se sont avérés encore plus pressants s'agissant des traités ayant pour objet la protection des droits de l'Homme dont le non-respect a de graves répercussions sur les individus et leurs droits fondamentaux.

Aussi, le régime des réserves aux instruments de protection des droits de l'Homme a-t-il pris un caractère tout à fait particulier (II), ce particularisme étant une conséquence nécessaire à l'inadaptation du régime général des réserves aux spécificités de la matière des droits de l'Homme (I).

### **I- L'INADAPTATION DU RÉGIME GÉNÉRAL DES RÉSERVES AUX INSTRUMENTS DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME**

La technique des réserves constitue une bonne illustration de la plasticité du droit international. En effet, si un traité devait être accepté par les États dans son intégralité, il ne rassemblerait souvent qu'un nombre de parties limité. La technique des réserves permet de pallier cet inconvénient puisque certaines parties potentielles, qui seraient rebutées par une ou plusieurs dispositions du texte, pourront le ratifier dans la mesure où elles peuvent laisser de côté les dispositions qui les gênent. L'engagement, au lieu d'être global et total, devient donc plus adapté à certaines parties. Cependant, cet avantage s'accompagne d'un inconvénient corrélatif: toutes les parties ne seront plus liées par le même texte. L'inconvénient peut devenir majeur dans la mesure où un abus des réserves peut réduire un texte à très peu de choses, au point qu'il n'y ait plus qu'une apparence d'engagement. Pour cette raison, la pratique des réserves, tout en étant généralement admise, est soumise à des règles strictes.

Il n'en reste pas moins que le régime général des réserves présente des incertitudes (A) que le droit international des droits de l'homme supporte d'autant plus mal que son caractère objectif ne peut pas être sans conséquences sur leur régime (B).

#### A- UN RÉGIME GÉNÉRAL DES RÉSERVES INCERTAIN<sup>1</sup>

Selon la Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités<sup>2</sup>, une réserve "s'entend d'une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un État quand il signe, ratifie, accepte ou approuve un traité ou y adhère, par laquelle il vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet État".

Les réserves sont possibles dans les traités bilatéraux seulement au moment de la signature; dans les traités multilatéraux, elles peuvent intervenir à différents moments, soit lors de la signature, soit au moment de la ratification ou de l'adhésion. La pratique des réserves introduit donc des dispositions unilatérales dans un processus conventionnel. Pour cette raison, se pose le problème de l'opposabilité des réserves aux autres parties au traité et leur admissibilité.

La question de l'admissibilité des réserves s'est d'abord posée devant la Cour Internationale de Justice (CIJ). Dans l'affaire des "Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide"<sup>3</sup>, la Cour a dû répondre à la question de savoir si un État qui formule une réserve demeure partie à la convention alors qu'une ou plusieurs parties font objection à cette réserve et que d'autres n'en font pas. La Cour a admis que, dans le cas d'espèce de la Convention sur le génocide, et alors même que celle-ci ne comportait aucune disposition relative aux réserves, on ne pouvait admettre qu'elles étaient interdites. D'ailleurs, ajoutait la Cour, la convention ayant été approuvée à l'unanimité mais après des votes à la majorité, on pouvait admettre que des États se sentent contraints de formuler des réserves. Mais la Cour, dans le même temps, a refusé de répondre de manière absolue à la question posée. Elle a toutefois mentionné qu'un État ne pouvait être lié par une réserve à laquelle il n'avait pas consenti: par conséquent, l'État ayant "formulé" la réserve était

---

1) Il ne s'agit pas ici de refaire une étude sur les réserves aux traités en droit international public, mais seulement de rappeler les principes généraux internationalement reconnus qui dirigent cette matière. Pour un rappel exhaustif et complet de la question, voir la thèse exemplaire publiée de P.H. IMBERT, *Les réserves aux traités internationaux*, LGDJ, 1976.

2) Article 21, d) de la convention de Vienne de 1969.

3) Avis consultatif du 28 mai 1951, Rec. 1951 p. 15 et s.

partie au traité seulement par rapport aux parties ayant "accepté" la réserve. Mais en sens inverse, la Cour n'admettait pas la thèse selon laquelle une réserve nécessite l'assentiment de toutes les parties au texte. Outre cela, la Cour a affirmé que, de manière générale, la réserve devait être compatible avec l'objet et le but du traité, élément objectif qui, cette fois, ne dépendait plus de l'attitude des parties.

La Convention de Vienne<sup>4</sup> a repris certaines affirmations dégagées par la CIJ. Les réserves sont admises en premier lieu si le traité ne les interdit pas; ensuite, s'il ne les limite pas à quelques-unes strictement déterminées; et enfin, si elles sont compatibles avec le but et l'objet du traité. Le problème de l'acceptation et de l'effet juridique des réserves et des objections aux réserves demeure cependant épineux. Tout d'abord, la Convention dispose que l'objection faite à une réserve par un autre État contractant n'empêche le traité d'entrer en vigueur entre ces États que si une telle intention a été clairement exprimée par l'État qui a formulé l'objection<sup>5</sup>. Dans le cas contraire, la Convention prévoit que l'effet de la réserve sera simplement que les dispositions sur lesquelles elle porte ne s'appliqueront pas entre les deux États, dans la mesure prévue par la réserve<sup>6</sup>. Entre les autres parties, la réserve ne modifie évidemment pas les dispositions du traité.

Concrètement, la pratique des réserves tend à affaiblir l'effet juridique des traités. En effet, le nombre de parties à la convention tend à faire croire à une large participation au traité. Mais la réalité juridique peut être très différente selon le contenu des réserves.

De manière générale, la pratique des réserves ne peut être appréciée de manière univoque. Un usage modéré favorise le développement du droit international par la multiplication des liens conventionnels<sup>7</sup>. La réserve est en quelque sorte le prix à payer, la contrepartie des votes majoritaires exprimés lors de la négociation des traités. En sens inverse la pratique des réserves peut obérer l'effectivité du droit international de manière d'autant plus pernicieuse qu'elle creuse un fossé qui peut s'avérer profond entre les apparences<sup>8</sup> et la réalité<sup>9</sup>.

---

4) Articles 19 à 23 de la Convention de Vienne.

5) Article 20 § 4, b de la Convention de Vienne.

6) Article 21 § 3 de la Convention de Vienne.

7) Voir Observation générale n°24 (52) du Comité des droits de l'homme (CDH), doc. ONU, CCPR/C.21/ ev.I/Add.6 du 11 novembre 1994, § 4.

8) À savoir un grand nombre de ratifications ou d'adhésions.

9) À savoir un grand nombre de réserves.

Le même danger résulte d'une pratique voisine des États qui est celle des déclarations interprétatives. Celles-ci, juridiquement, ne sont pas des réserves; mais elles permettent à un État de prendre quelque liberté avec un texte auquel il devient partie. Il affirme par exemple qu'il interprète tel article d'un texte comme posant un principe général auquel ses lois internes peuvent apporter des exceptions limitées. L'utilisation courante des déclarations interprétatives peut être aussi dangereuse pour un texte que les réserves qui, elles, ont au moins le mérite d'être prévues par un cadre juridique particulier. Une déclaration interprétative doit donc parfois être analysée purement et simplement comme une véritable réserve et il est arrivé que des juridictions internationales n'hésitent pas à rétablir la qualification juridique appropriée<sup>10</sup>.

## B- LA NÉCESSAIRE PRISE EN COMPTE DU CARACTÈRE OBJECTIF DES DROITS DE L'HOMME DANS LE RÉGIME DES RÉSERVES

Contrairement aux traités internationaux "classiques", qu'ils soient par ailleurs multilatéraux ou bilatéraux, les traités se rapportant à la protection des droits de l'homme se voient reconnaître un caractère objectif.

---

10) Voir la position du CDH en ce qui concerne la Déclaration interprétative de l'article 27 PIDCP déposée par la France: dans les affaires n°220/1987, T.K. c. France, et n° 222/1987, M.K. c. France, les auteurs, citoyens français d'origine bretonne, affirmaient que les tribunaux français leur refusaient leur droit de s'exprimer dans leur langue maternelle, le breton, et que le Tribunal administratif de Rennes avait refusé d'examiner leur plainte formulée en langue bretonne au motif que seules les plaintes rédigées en français pouvaient être enregistrées. Les auteurs alléguaient notamment une violation de l'article 27, au sujet duquel le gouvernement français avait fait une "déclaration": "Le Gouvernement français déclare que, compte tenu de l'article 2 de la Constitution de la République française, l'article 27 n'a pas lieu de s'appliquer en ce qui concerne la République". Le CDH, estimant qu'il ne lui était pas possible, compte tenu de cette déclaration, d'examiner de prétendues violations de l'article 27 par la France, a énoncé ce qui suit, utilisant les mêmes termes pour les deux affaires: "Au paragraphe 1 d) de l'article 2 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, il est dit: "L'expression "réserve" s'entend d'une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un État quand il (...) adhère [à un traité], par laquelle il vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet État". Le Comité note à cet égard que ce n'est pas la désignation de la déclaration, mais l'effet qu'elle vise à avoir qui détermine sa nature. Si la déclaration vise à l'évidence à exclure ou à modifier l'effet juridique d'une disposition particulière d'un traité, elle doit être considérée comme une réserve obligatoire, même si elle est libellée sous la forme d'une "déclaration". En l'espèce, la déclaration faite par le Gouvernement français lors de son adhésion au Pacte est claire: elle vise à exclure l'application de l'article 27 à la France, ce qui est souligné dans le libellé par les mots "n'a pas lieu de s'appliquer". L'objet de la déclaration étant sans équivoque, elle doit être considérée comme excluant la compétence du Comité, malgré le terme employé pour la désigner. En outre, dans ses observations du 15 janvier 1989, l'État partie évoque également une "réserve" de la France concernant l'article 27; doc. ONU, A/45/40, annexe X, section A, § 8.6 et annexe X, section B, § 8.6.

En effet, les droits de l'homme renvoient à l'identité universelle de la personne humaine et sont fondés sur le principe de l'égalité de tous les êtres humains. Affirmer leur caractère objectif, c'est signifier que ces droits ne sont pas attribués aux individus par le biais d'un statut juridique particulier révocable mais qu'ils sont attachés par principe à la seule qualité de personne humaine<sup>11</sup>. Le Préambule de la Charte des Nations Unies et l'article 1 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme reprennent formellement cette idée. Ce caractère objectif des droits de l'homme conduit à la remise en question du principe général de réciprocité.

En effet, le droit international des droits de l'homme, à l'inverse du régime de principe du droit international général, est rebelle à toute idée de contrat et ignore le principe de réciprocité. La jouissance des droits de l'homme, ou d'un droit de l'homme, par l'individu, n'est pas en principe conditionnée par l'attitude des États à l'égard des instruments conventionnels qui proclament ces droits. La Convention de Vienne entérine cette singularité du droit international des droits de l'homme en spécifiant, dans son article 60 § 5, que la violation, même substantielle, par un État contractant de "dispositions relatives à la protection de la personne humaine contenues dans les traités de caractère humanitaire" n'autorise pas les autres parties contractantes à mettre fin au traité ou à en suspendre l'application. Les traités internationaux garantissant les droits de l'homme, à la différence des traités multilatéraux classiques qui imposent des obligations aux États dans leurs relations mutuelles, imposent des obligations aux États à l'égard des individus. La suspension ou l'extinction de ces accords sanctionnerait en réalité plus les individus que l'État contractant. C'est pourquoi la Cour Internationale de Justice a exclu clairement les normes internationales protectrices des droits de l'homme du champ d'application du principe de réciprocité<sup>12</sup>.

Dans le droit fil de cette prise de position, le premier organe international de contrôle des droits de l'homme a reconnu expressément le caractère objectif du droit international des droits de l'homme. La Commission européenne des droits de l'Homme (Commission EDH) a en effet reconnu le caractère objectif de la Convention Européenne des Droits de L'Homme (CEDH)<sup>13</sup>:

---

11) Ou, dans certains cas, à l'appartenance à un groupe défini.

12) CIJ, avis consultatif du 21 juin 1971 sur les conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie: si les États ont l'obligation de s'abstenir d'invoquer ou d'appliquer les traités ou dispositions des traités conclus par l'Afrique du Sud au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, cette obligation, selon la Cour, "ne peut s'appliquer à certaines conventions générales, comme les conventions de caractère humanitaire dont l'inexécution pourrait porter préjudice au peuple namibien", Rec. 1971, p. 55, § 122.

13) Décision de la Commission EDH du 11 janvier 1961 dans l'affaire Autriche c. Italie, requête (req.) n°788/60, Annuaire 4, p. 139 et s.

“Considérant (...) qu’en concluant la Convention, les États contractants n’ont pas voulu se concéder des droits et obligations réciproques utiles à la poursuite de leurs intérêts nationaux respectifs, mais réaliser les objectifs et idéaux du Conseil de l’Europe, tels que les énonce le statut, et instaurer un ordre public communautaire des libres démocraties d’Europe afin de sauvegarder leur patrimoine commun de traditions politiques, d’idéaux, de liberté et de prééminence du droit;

“Considérant (...) que les obligations souscrites par les États contractants dans la Convention ont essentiellement un caractère objectif, du fait qu’elles visent à protéger les droits fondamentaux des particuliers contre les empiètements des États contractants plutôt qu’à créer des droits subjectifs et réciproques entre ces derniers;

“Considérant que le caractère objectif desdits engagements apparaît également dans le mécanisme érigé dans la Convention pour en garantir le respect; (...) que par cet article (art. 24) les Hautes Parties Contractantes ont par conséquent autorisé l’une quelconque d’entre elles à saisir la commission de tout manquement allégué aux dispositions de la Convention, que les victimes dudit manquement soient ou non des ressortissants de l’État demandeur et que le manquement prétendu lèse ou non particulièrement les intérêts de cet État; qu’un État contractant, lorsqu’il saisit la commission en vertu de l’article 24, ne doit donc pas être considéré comme agissant pour faire respecter ses droits propres, mais plutôt comme soumettant à la Commission une question qui touche à l’ordre public de l’Europe”.

De même, la Cour européenne des droits de l’Homme (Cour EDH) a également fortement souligné que la Convention “à la différence des traités internationaux de type classique (...) déborde le cadre de la simple réciprocité entre États contractants. En sus d’un réseau d’engagements synallagmatiques bilatéraux, elle crée des obligations objectives qui, aux termes de son Préambule, bénéficient d’une “garantie collective”<sup>14</sup>.

La Cour interaméricaine des droits de l’Homme (Cour ADH), reprenant l’analyse de la juridiction européenne, est également fort nette. “(...) En règle générale, les traités actuels relatifs aux droits de l’homme, et en particulier la Convention américaine, ne sont pas des traités multilatéraux de type traditionnel conclus en vue d’un échange de droits, basés sur la réciprocité, pour le bénéfice

---

14) Sentence rendue dans le seul arrêt rendu par la Cour EDH dans une affaire interétatique Irlande c. Royaume-Uni, 18 janvier 1978, A n°25, § 239.

mutuel des États contractants. (...) En adoptant ces traités relatifs aux droits de l'homme, les États se soumettent à un ordre légal au sein duquel ils assument, pour le bien commun, diverses obligations, non pas à l'égard d'autres États, mais à l'encontre de toute personne relevant de leur juridiction"<sup>15</sup>.

Enfin, le Comité des Droits de l'Homme (CDH) a lui aussi adopté la même position en matière de réserves<sup>16</sup>. En effet, "(...) le Comité est d'avis que les dispositions de la Convention concernant le rôle des objections des États aux réserves ne permettent pas de régler le problème des réserves émises à l'égard des instruments relatifs aux droits de l'homme. Ces instruments, et le Pacte tout particulièrement, ne constituent pas un réseau d'échanges d'obligations interétatiques. Ils visent à reconnaître des droits aux individus. Le principe de la réciprocité interétatique ne s'applique pas (...) les règles classiques sur les réserves [étant] tout à fait inadaptées (...) "<sup>17</sup>.

## II- LES PARTICULARITÉS DU RÉGIME DES RÉSERVES AUX INSTRUMENTS DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

Le caractère objectif du droit international des droits de l'homme est donc souligné, tant au plan de la jouissance des droits que de l'exercice des droits. Cette spécificité bien établie, il convient de voir comment chaque traité, et donc chaque organe de contrôle de ces traités, prévoit l'irruption des réserves dans son champ d'application et comment se fait le contrôle des réserves émises par les États parties.

Les particularités du régime des réserves en matière de droits de l'Homme sont très importantes puisqu'elles portent aussi bien sur la détermination du sujet de droit international compétent pour connaître de la légalité des réserves (A), sur la qualité de contrôle qui doit être exercé (B) et surtout sur les effets attachés à la déclaration de l'illégalité de certaines réserves (C).

---

15) Cour ADH, avis consultatif OC-2/82 du 24 septembre 1982, "Effet des réserves sur l'entrée en vigueur de la CADH", Inter-Am.Ct.H.R. (Ser. A) N°2 (1982).

16) CDH, Observation générale n°24 (52), "Observation générale sur les questions touchant les réserves formulées au moment de la ratification du Pacte ou des Protocoles facultatifs y relatifs ou de l'adhésion à ces instruments, ou en rapport avec des déclarations formulées au titre de l'article 41 du Pacte", adoptée par le Comité à sa 1382<sup>ème</sup> séance (cinquante-deuxième session), le 2 novembre 1994, doc. ONU, CCPR/C/21/Rev.1/Add.6, 11 novembre 1994.

17) *Idem*, § 17. Souligné par nous.



## A- LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE DES ORGANES INTERNATIONAUX DE CONTRÔLE SUR LA CONFORMITÉ DES RÉSERVES

S'agissant de savoir qui est habilité à se prononcer sur la conformité des réserves, les textes du droit international des droits de l'homme sont silencieux. Le droit coutumier, tel qu'il est codifié dans la Convention de Vienne, laisse cette question à la discrétion des États contractants. La question a été débattue dans la doctrine, certains auteurs prétendant que les organes de contrôle étaient compétents<sup>18</sup>, tandis que d'autres ont soutenu l'approche traditionnelle qui laisse un rôle aux États parties et au dépositaire de ces textes<sup>19</sup>.

En fait, tous les organes de contrôle ont tranché la question en faveur de leur propre compétence.

Ainsi, dans le cadre européen tout d'abord, la Commission EDH<sup>20</sup> s'est reconnue compétente. La Cour EDH a adopté la même position<sup>21</sup>.

À l'appui de sa décision, la Cour EDH a fait référence aux articles 19, 45 et 49 de la Convention<sup>22</sup>. Selon ces articles, les organes de contrôle peuvent exercer cette compétence même en l'absence d'objections de la part de certains États parties aux réserves émises par d'autres États lors de leur acceptation à se lier à la CEDH.

Les organes américains, et en particulier la Cour ADH, ont eux aussi adopté la même approche du problème. Ainsi, la Cour ADH estima que sa fonction consultative s'exerçait également à l'égard d'une réserve, car il est impossible d'interpréter correctement le traité à l'égard de l'État réservataire sans prendre en compte la réserve, en tant que partie du traité lui-même<sup>23</sup>. Selon elle, la réserve est devenue partie intégrante du traité en ce qui concerne les obligations que l'État partie réservataire à accepter au titre de la CADH. Donc, la Cour ADH a toute compétence pour interpréter les réserves elles-mêmes.

---

18) Voir en ce sens G. COHEN-JONATHAN, *La Convention européenne des droits de l'Homme*, Paris, Économica / Aix-en-Provence, P.U.A.M., 1989, pp. 87-88.

19) Voir en ce sens P.-H. IMBERT, RCDIP, 1983, pp. 608-621.

20) Décision de la Commission EDH, *Temeltasch c. Suisse*, req. n°9116/80, 12 octobre 1981.

21) Arrêt de la Cour EDH, *Belilos c. Suisse*, A n°132, 29 avril 1988, § 47.

22) *Idem*, § 50.

23) Cour ADH, Avis consultatif OC-3/83 du 8 septembre 1983, "Limitation de la peine de mort (articles 4 § 2 et 4§ 4 de la CADH)", Inter-Am.Ct.H.R. (Ser. A) N°3 (1983).

Le CDH a en quelque sorte synthétisé sa propre pratique<sup>24</sup> et celle des organes régionaux de contrôle pour la reprendre et la faire sienne dans son observation générale sur les réserves<sup>25</sup>. Il s'est donc tout d'abord posé la question de savoir quel est l'organe compétent pour connaître des réserves<sup>26</sup>. Après avoir étudié l'état de la pratique internationale existante en vertu de la Convention de Vienne, le CDH s'est résolu à écarter les dispositions de ce dernier en vertu du caractère spécifique du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP)<sup>27</sup>. En particulier, le CDH a estimé que la pratique des objections aux réserves telle qu'elle est définie par la Convention de Vienne<sup>28</sup> est sans intérêt en ce qui concerne les traités voués à la protection de l'individu<sup>29</sup>. Cette position avait déjà été défendue par les organes de Strasbourg. En effet, dans la théorie classique, l'utilité de l'opposition à une réserve est reliée à la notion de réciprocité des États parties à un traité multilatéral. Mais la notion de réciprocité n'a pas la même application lorsqu'il s'agit d'une convention qui vise la protection des personnes et non pas des États<sup>30</sup>. L'État objectant n'a certainement pas l'intention de se soustraire lui-même aux obligations imposées par l'instrument en question. Aussi, lorsque la France a déposé une requête contre la Turquie alléguant une violation de l'article 15 CEDH, la Turquie a riposté que la France était forclosée vue sa propre réserve à la même disposition. Cet argument a été rejeté par la Commission, qui a souligné le caractère objectif de la Convention<sup>31</sup>. Cette position avait été également prise par la Cour ADH. Dans un contexte certes un peu différent, elle avait écarté elle aussi le mécanisme d'acceptation et d'objection aux réserves prévu par la Convention

---

24) "Le Comité note à cet égard que (...) l'objet de la déclaration étant sans équivoque, elle doit être considérée comme excluant la compétence du Comité, (...) Le Comité se considère donc incompétent pour examiner les plaintes contre la France faisant état de violations de l'article 27 du Pacte"; affaires n°220/1987, T.K. c. France, et n°222/1987, M.K. c. France, A/45/40, annexe X, section A, § 8.6 et annexe X, section B. § 8.6.

25) CDH, Observation générale n°24, précitée.

26) *Idem*, §16.

27) *Ibid.*, §§ 16 et 17.

28) Article 20 de la Convention de Vienne.

29) Il faut d'ailleurs remarquer que, dans ses dispositions, la Convention de Vienne ne prend pas en compte les traités dans lesquels les questions de réciprocité entre les États sont presque sans intérêt, comme c'est le cas pour les traités en matière de droits de l'homme, *ibid.*, §17.

30) Voir en ce sens l'affaire Autriche c. Italie, req. n°788/60, Annuaire 1, p. 141; et l'arrêt de la Cour EDH, Irlande c. Royaume-Uni du 18 janvier 1978, A n°25, § 239.

31) Affaire France c. Turquie, req. n°9 940/82, Annuaire 26, Partie II, "Jurisprudence de la Commission EDH", p. 31, § 42. Pour la Cour EDH, voir arrêt Belilos, précité, § 47.

de Vienne à laquelle la CADH se réfère cependant expressément<sup>32</sup>, à cause du caractère objectif des droits de l'homme<sup>33</sup>. De plus, elle a tiré également argument d'une spécificité de la CADH pour étayer sa conviction. En effet, cet instrument était le seul à ne pas subordonner le droit de recours individuel auprès de la Commission à une déclaration d'acceptation de ce droit par l'État mis en cause<sup>34</sup>, élément qui renforce encore la primauté accordée aux droits de l'individu. Dans le cadre particulier de la demande d'avis faite, la Cour en a conclu que la référence faite à la Convention de Vienne sur le droit des traités ne peut avoir eu pour but de retarder l'entrée en vigueur de la Convention jusqu'à ce qu'au moins un État accepte l'État auteur de la réserve. Par conséquent, la seule disposition pertinente de l'article 20 de la Convention de Vienne était le §1, aux termes desquels une réserve expressément autorisée n'a pas à être acceptée par les autres États contractants. Autrement dit, c'est dès le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion que la CADH entre en vigueur à l'égard de l'État concerné, que celui-ci ait ou non formulé des réserves, étant entendu que s'il en formule, celles-ci doivent être compatibles avec l'objet et le but du pacte de San José<sup>35</sup>.

Dès lors, les objections des États étant sans effet juridique à ce niveau, elles ne sauraient être considérées comme un frein ou un empêchement à la compétence de la Cour ADH pour connaître de la conformité des réserves. De plus, il faut relever que la position de la Cour ADH se place dans le prolongement de la "Résolution sur les Normes sur les réserves aux traités multilatéraux interaméricains"<sup>36</sup>. En effet, selon cette dernière, "quand le traité est un instrument constitutif d'une organisation interaméricaine, toute réserve, sauf disposition contraire du traité en question, est subordonnée à l'acceptation de l'organe compétent de l'organisation en cause"<sup>37</sup>. Mais par le jeu de ces premières dispositions<sup>38</sup>, cette résolution ne s'applique apparemment pas à la

---

32) Article 20 § 4 de la Convention de Vienne.

33) Selon les termes mêmes utilisés par la Cour ADH dans son avis consultatif OC-2/1982, précité.

34) Article 44 CADH.

35) Pour une application de ces principes, voir l'avis consultatif de la Cour ADH OC-3/87, précité.

36) Voir la "Résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains lors de sa troisième session ordinaire à la douzième séance plénière tenue le 14 avril 1973, AG/RES. 102 (III-0/73)" qui reprend par ailleurs les normes fixées par la Convention de Vienne.

37) *Idem*, partie A, § 5.

38) *Idem*, partie A, § 1.

Cour ADH, car si la CADH est constitutive d'une organisation<sup>39</sup>, elle contient une clause spéciale sur les réserves<sup>40</sup>.

Le CDH a repris ces appréciations concernant les objections<sup>41</sup> et en a déduit leur caractère inopérant pour la détermination de la conformité des réserves. Tout au plus, il prendra acte des objections comme "élément d'appréciation pour déterminer si la réserve est compatible avec l'objet et le but du Pacte"<sup>42</sup>.

Dès lors, le caractère objectif des droits de l'homme tels qu'ils sont reconnus dans le Pacte donne compétence au seul CDH de connaître de l'interprétation des réserves et de leur compatibilité avec le Pacte<sup>43</sup>.

La compétence des organes internationaux de contrôle du droit international des droits de l'homme est donc affirmée avec force et se caractérise par son exclusivité<sup>44</sup>.

Dès lors, cette compétence va trouver à s'exercer sur le contrôle de la légalité des réserves.

---

39) À savoir la Cour ADH elle-même.

40) Même si le renvoi à la Convention de Vienne peut poser plus de problèmes qu'il n'en résout, en particulier quant à la spécificité des traités relatifs à la protection des droits de l'homme.

41) CDH, Observation générale n°24, précitée, §§ 16-17.

42) *Idem*, § 17 in fine.

43) "Il incombe nécessairement au Comité de déterminer si une réserve donnée est compatible avec l'objet et le but du Pacte, en partie parce que (...) cette tâche n'est pas du ressort des États parties s'agissant d'instruments relatifs aux droits de l'homme, et en partie parce que le Comité ne peut se soustraire à cette tâche dans l'exercice de ses fonctions", *idem*, § 18.

44) À propos de cette exclusivité, les commentaires que certains États parties ont faits à l'Observation générale sur les réserves du CDH sont très intéressants. En particulier, les USA qui défendent leur pratique en matière de réserves, et rejoints par la France mais non totalement par le Royaume Uni, dénie toute compétence au CDH pour connaître des réserves, et octroient cette compétence aux seuls États parties, balayant ainsi tout le travail jurisprudentiel effectué par les organes internationaux de contrôle et la reconnaissance internationale de la spécificité des droits de l'homme; voir Commentaire des États parties en vertu de l'article 40, paragraphe 5, du Pacte, A/50/40, Annexe VI, A. États-Unis d'Amérique et B. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et A/51/40, Annexe VI, France. Voir en particulier dans le Commentaire de la France, p. 122: "Quant à l'opinion suivant laquelle le Comité est particulièrement bien placé pour se prononcer sur la compatibilité entre une réserve et le but et l'objet du Pacte, la France rappelle que le Comité, à l'instar de tout autre organe juridictionnel ou assimilé institué par accord, ne doit son existence qu'au Traité et qu'il n'a d'autres pouvoirs que ceux qui lui ont été conférés par les États parties; c'est donc à ces derniers, et à eux seuls, à moins que le Traité n'en dispose autrement, de se prononcer sur une incompatibilité entre une réserve et l'objet et le but du Traité".

## B- LES CONDITIONS RELATIVES À L'ÉNONCÉ DES RÉSERVES

Les différents traités étudiés ici présentent des solutions disparates en matière de réserves.

Tout d'abord, le PIDCP, à l'instar de la Charte Africaine, ne prévoit pas, ni n'interdit les réserves. Contrairement à ces deux instruments, les réserves sont prévues aux articles 64 CEDH et 75 de la Convention interaméricaine des droits de l'Homme (CADH) dans des termes différents.

La CEDH est la plus explicite à ce sujet. Elle met en place un système particulier et stipule:

“1. Tout État peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, formuler une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, dans la mesure où une loi alors en vigueur sur son territoire n'est pas conforme à cette disposition. Les réserves de caractère général ne sont pas autorisées aux termes du présent article.

2. Toute réserve émise conformément au présent article comporte un bref exposé de la loi en cause”.

La CADH, quant à elle, se place dans l'optique du droit international coutumier tel que l'a codifié la Convention de Vienne<sup>45</sup>.

En ce qui concerne le PIDCP et la CADHP<sup>46</sup>, dans ce domaine, le droit international général, et en l'espèce la Convention de Vienne sur le Droit des Traités, s'applique<sup>47</sup>.

En fait, la Cour ADH s'est peu prononcée sur la question, mais il est possible de considérer que sa référence à la Convention de Vienne la place dans une situation similaire à celle du CDH.

---

45) Article 75 CADH: “Des réserves ne peuvent être faites sur la présente Convention qu'en conformité des dispositions de la Convention de Vienne sur le Droit des Traités souscrite le 23 mai 1969”.

46) Devant l'impossibilité renouvelée d'avoir une connaissance réelle de la pratique de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Commission ADHP) sur le sujet des réserves, il ne sera plus fait mention de la Convention Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) dans les développements à venir. Il faut supposer que ses futures prises de position seront dans la ligne de celles prises par ses prédécesseurs aussi bien d'un point de vue international avec le CDH que régional.

47) Voir section 2 de la II<sup>ème</sup> partie de ladite Convention.

Concernant la définition de l'expression "réserve", elle n'est donnée dans aucun des textes relatifs aux droits de l'homme. Et "Il n'est pas toujours aisé de distinguer une réserve d'une déclaration traduisant la manière dont un État interprète une disposition, ou encore d'une déclaration d'ordre politique. Il faut prendre en compte l'intention de l'État plutôt que la forme de l'instrument. Si une déclaration, quelle qu'en soit l'appellation ou l'intitulé, vise à exclure ou à modifier l'effet juridique d'un traité dans son application à l'État, elle constitue une réserve<sup>48</sup>. Inversement, si ce qu'un État appelle une réserve ne fait que traduire l'interprétation qu'il a d'une disposition donnée, sans exclure ni modifier cette disposition dans son application audit État, il ne s'agit pas en réalité d'une réserve".

La Cour ADH avait suivi le même raisonnement en se fondant également sur la Convention de Vienne<sup>49</sup>.

En ce qui concerne les organes de Strasbourg, le problème de la définition de l'expression "réserve"<sup>50</sup> s'est posé face à la pratique de certains États parties qui déposent des "déclarations interprétatives". Cette possibilité n'est pas prévue dans la Convention, et dans certains cas, la déclaration elle-même fait référence à l'article 64, suggérant ainsi que l'intention véritable de son auteur était de faire une réserve<sup>51</sup>.

Dans le cas d'une déclaration interprétative de la Suisse, la Cour, après avoir étudié les travaux préparatoires à la déclaration suisse afin de discerner l'intention réelle de l'État partie, est arrivée à la conclusion que la déclaration était en réalité une réserve<sup>52</sup>:

---

48) Article 21, d) de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969.

49) Cour ADH, avis consultatif OC-3/87, précité, § 45.

50) Pour une étude des travaux préparatoires, voir "Avant-projet de Convention pour la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales", doc. A 833, dans TP, vol. 111, la Haye, Nijhoff, 1976, pp. 236-247. Pour une discussion sommaire des travaux préparatoires de l'article 64, voir S. MARCUS-HELMONS, "L'article 64 de la Convention de Rome ou les réserves à la Convention européenne des droits de l'homme", RDIDC 1968, pp. 1-12; H.J. BOURGUIGNON, "The Belilos Case: New Light on Reservation to Multilateral Treaties", Va. J. Int. L., 1989, pp. 356-360; S. MARKS, "Reservations Unhinged: the Belilos Case before the European Court of Human Rights", ICLQ 1990, pp. 318-319; William A. SCHABAS, "Article 64", in PETTITI (L.-E.), DECAUX (E.) & IMBERT (P.-H.), *La Convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article*, Paris, Economica, 1995, p. 924 s.

51) Par exemple, la déclaration de Malte par rapport à l'article 10, Annuaire 9, pp. 24-27.

52) Arrêt Belilos, précité, § 48. La Commission a fait la même démarche dans l'affaire Temeltasch c. Suisse, req. n°9 116/80, DR 31, §§ 76-80. Concernant les limites à l'emploi des

“Pour dégager la nature juridique d’une telle “déclaration”, il y a lieu de regarder au-delà du seul intitulé et de s’attacher à cerner le contenu matériel. En l’occurrence, il s’avère que la Suisse entendait soustraire à l’empire de l’article 6 § 1 certaines catégories de litiges et se prémunir contre une interprétation, à son sens trop large, de ce dernier”<sup>53</sup>.

La définition de l’expression “réserve” ainsi adoptée par la Cour EDH ressemble à celle de la Convention de Vienne. Cependant, la Cour prend soin de ne pas suggérer que ce dernier instrument est applicable formellement à la Convention européenne<sup>54</sup>. Toujours est-il qu’au-delà des débats sur l’origine de la définition des réserves, les organes de contrôle se retrouvent autour d’une dialectique identique.

L’énoncé de réserves, au sens matériel de ce terme, doit également, pour être licite dans la sphère du droit international, répondre à des exigences de forme (1) et de fond (2).

### *1- Les exigences de forme*

Le PIDCP et la CADH, par référence à la Convention de Vienne, ne contiennent qu’une seule condition de forme relative à l’exigence temporelle qui accompagne l’énonciation de réserves de la part de l’État partie réservataire:

“Un État, au moment de signer, de ratifier, d’accepter, d’approuver un traité ou d’y adhérer, peut formuler une réserve (...)”.

Par contre, l’article 64 CEDH impose cinq conditions de forme:

– “une exigence temporelle (“au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification”); (a)

---

travaux préparatoires dans l’interprétation d’une réserve, voir R. St. J. MACDONALD, “Reservations Under the European Convention on Human Rights”, *Revue belge du droit international*, 1988, p. 444.

53) *Idem*, § 49.

54) La Commission européenne a été beaucoup moins réticente dans son emploi de la Convention de Vienne en matière de réserves; voir affaire *Temeltasch c. Suisse*, précité, p. 120, § 84; voir aussi DR 33, p. 153, où elle fait appel à l’article 21, d) de la Convention de Vienne. Mais pour la Cour, la CEDH est un traité distinct de ceux visés aux articles 19 et 23 de la Convention de Vienne qui possède son propre régime de réserves. Ainsi, dans l’arrêt *Golder*, la Cour a fait appel aux règles d’interprétation qui se trouvent aux articles 31 à 33 de la Convention de Vienne de façon implicite. Voir également en ce sens le commentaire du juge Ronald St. John MACDONALD dans l’arrêt *Belilos*, op. cit., pp. 434, 437-438: “(...) the Court’s judgment makes no reference to customary international law or to the Vienna Convention whatsoever, and in light of such argument it can only be concluded that this was a deliberate decision”.

- “au sujet d’une disposition particulière de la Convention”; (b)
- “dans la mesure où une loi alors en vigueur sur son territoire n’est pas conforme à cette disposition”; et “un bref exposé de la loi en cause”; (c)
- “les réserves de caractère général” sont interdites. (d)

*a- L'exigence temporelle*

Les États parties peuvent présenter une réserve au moment de la signature, de la ratification, approbation ou acceptation ou encore lors de l’adhésion, c’est-à-dire lors du dépôt de l’instrument par lequel l’État en question décide de se lier vis-à-vis du traité relatif aux droits de l’homme en question.

Cette exigence temporelle semble suggérer qu’une réserve ne peut pas être modifiée par la suite. Toutefois, la Commission EDH a fait preuve d’une certaine souplesse quant à cette condition. Comme la législation interne est susceptible de modification de temps en temps, la Commission a considéré qu’une modification de la loi protégée par la réserve, même si elle entraîne une modification de la réserve, ne porte pas atteinte à l’exigence temporelle de l’article 64 CEDH<sup>55</sup>. Selon la Commission, malgré les termes expresses de l’article 64, “(...) dans la mesure où une loi alors en vigueur sur son territoire n’est pas conforme (...) la réserve souscrite par l’Autriche le 3 septembre 1958 couvre (...) la loi du 5 juillet 1962, laquelle n’a pas eu pour résultat d’élargir a posteriori le domaine soustrait au contrôle de la Commission”<sup>56</sup>. Plus récemment, le Liechtenstein a fait une réserve à l’article 6 § 1 concernant la publicité des procès<sup>57</sup>. Le texte de la réserve est très détaillé, et en 1992, le Liechtenstein a produit une déclaration amendée, afin de tenir compte des amendements à sa législation<sup>58</sup>.

Mais les organes de contrôle sont vigilants.

Concernant des réserves touchant les droits protégés qui sont émises lors de l’acceptation du droit de recours individuel, les organes de Strasbourg, au même titre que le CDH, les ont jugé inadmissibles.

---

55) Décisions de la Commission EDH, X c. Autriche, req. n° 1731/62, Annuaire 5, p. 82; et X c. Autriche, req. n° 88180/78, DR 20, pp. 23-25.

56) Rapport de la Commission EDH, X. c. Autriche, req. n° 1731/62, Annuaire 7, p. 203.

57) CEDH, Feuilles d’Information n° 29, p. 1.

58) *Idem*. Cependant, il est impossible, à la lecture de la réserve, de déterminer si les lois ont été simplement reconduites ou s’il y a des changements à la loi.



Ainsi, la déclaration de la Turquie acceptant la compétence de la Commission ou de la Cour de recevoir des requêtes individuelles<sup>59</sup> comportait des conditions de fond qui sont en réalité des réserves aux articles 5, 6, 8, 9, 10, 11 et 15 CEDH<sup>60</sup>. Selon certains auteurs, formuler de telles réserves lors des déclarations en vertu des articles 25 et 46 après la ratification de la Convention ne porte pas atteinte à l'article 64 CEDH: "(...) toute condition ou limitation apportée aux clauses facultatives ne pourrait être faite qu'au moment de l'acceptation desdites clauses"<sup>61</sup>. D'autres ont insisté pour que la Turquie respecte ses obligations en vertu de la Convention telle qu'elle l'a ratifiée, considérant que sa "déclaration", assimilable à une réserve, était tardive<sup>62</sup>. Ils insistent sur le fait que l'article 25 de la Convention ne doit pas permettre des "réserves déguisées" qui portent atteinte aux exigences de l'article 64 CEDH<sup>63</sup>. La Commission, dans sa décision du 4 mars 1991, a conclu qu'un État ne peut pas modifier ses obligations découlant de la Convention aux fins de procédures relevant de l'article 25 en reconnaissant ultérieurement le droit de recours individuel<sup>64</sup>. De même, la Cour EDH a jugé les restrictions turques incompatibles avec la spécificité de la Convention, les articles 25 et 46 n'autorisant que des restrictions *ratione temporis* à la compétence des organes de contrôle. C'est dire qu'un État partie ne peut, à l'occasion des déclarations faites au titre des articles 25 et 46, réduire la portée de son engagement normatif initial.

Cette attitude a été reprise par le CDH pour qui "une réserve touchant l'obligation d'un État de respecter et de garantir un droit énoncé dans le Pacte, formulée au titre du premier Protocole facultatif, alors qu'elle n'a pas été émise auparavant au titre du Pacte, ne porte pas atteinte au devoir de l'État de respecter ses obligations de fond. Une réserve ne peut être émise au Pacte par le biais du Protocole facultatif; ce type de réserve aurait pour effet d'obtenir que le

---

59) CEDH, Annuaire 1, p. 43.

60) CEDH, Annuaire 30, pp. 8-9. Cette "déclaration" a suscité une objection de la Grèce sur des questions de forme; *ibid.*, pp. 11-12. La Grèce a attaqué le fait que cette déclaration n'était pas faite lors de la ratification de la Convention et qu'elle était par conséquent illégale; *ibid.*, pp. 13-14.

61) Voir C. ZANGHI, "La déclaration de la Turquie relative à l'article 25 de la Convention européenne des droits de l'homme", R.G.D.I.P., 1989, n°1, pp. 72-73 et 82-83.

62) Voir G. COHEN-JONATHAN, op. cit., p. 93.

63) Voir J. VELU et R. ERGEC, *La Convention européenne des droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant, 1990, p. 163.

64) Voir rapport de la Commission EDH dans l'affaire Chrysostomos, Papachrysostomou, Loizidou c. Turquie, § 15.

comité ne contrôlerait pas, en vertu du premier Protocole facultatif la façon dont l'État remplit l'obligation considérée. Et comme l'objet et le but du premier Protocole facultatif sont de permettre au Comité de vérifier que les dispositions ayant force obligatoire pour les États sont bien appliquées, une réserve tendant à l'en empêcher serait contraire à l'objet et au but du premier Protocole, si ce n'est au Pacte. Une réserve portant sur une obligation de fond émise pour la première fois au titre du premier Protocole facultatif semblerait refléter l'intention de l'État concerné d'empêcher le Comité de donner son avis sur un article donné du Pacte, dans le cadre d'un recours individuel<sup>65</sup>.

Il y a donc convergence d'interprétation sur les limitations temporelles à apporter à l'énoncé de réserves.

*b- L'exigence d'une référence précise à la disposition visée par la réserve*

Les réserves doivent préciser à quelle norme des droits de l'homme elles entendent permettre à l'État partie qui l'émet de déroger.

Cette obligation a été reprise également par le CDH: "Les réserves (...) doivent viser une disposition particulière du Pacte et indiquer précisément son champ d'application"<sup>66</sup>. Cette précision vise avant tout à sauvegarder au maximum le droit des individus en les mettant à même de connaître précisément les droits dont ils ne peuvent pas se prévaloir devant les organes de contrôle nationaux et internationaux.

Ainsi, alors que dans l'affaire Airey, l'Irlande a plaidé que sa réserve au § 3, c) de l'article 6, concernant la gratuité des services juridiques en matière pénale, était également applicable dans le cadre du paragraphe 1 et des litiges à caractère civil, la Cour européenne a rejeté cette prétention: "Quant à la réserve irlandaise à l'article 6 § 3, c), on ne saurait l'interpréter de telle sorte qu'elle influencerait sur les engagements résultant de l'article 6 § 1; partant, elle n'entre pas ici en ligne de compte"<sup>67</sup>.

La Cour ADH a, en substance, développé le même argumentaire concernant la réserve du Guatemala portant sur l'article 4 § 2 CADH<sup>68</sup>. En effet, concernant l'article 4 CADH relatif au droit à la vie et à la peine de mort, la Cour a conclu que l'article 4 § 2 et l'article 4 § 4 ont des champs d'application

---

65) CDH, Observation générale n°24, précitée, § 13.

66) *Idem*, § 19.

67) Arrêt de la Cour EDH Airey c. Irlande, 9 octobre 1979, série A n°32.

68) Article concernant les cas d'application de la peine de mort.

différents, de sorte qu'une réserve à cette dernière disposition ne saurait autoriser l'État réservataire à édicter une loi rendant passibles de la peine de mort des infractions pour lesquelles cette peine n'était pas prévue antérieurement et donc à déroger à la première de ces deux dispositions<sup>69</sup>.

Donc une réserve qui vise une disposition précise ne s'applique que dans le cadre de cette disposition à l'exclusion de toute autre.

*c- L'obligation de l'existence d'une loi interne en vigueur et l'exigence du bref exposé de cette loi*

À l'origine, l'intention des rédacteurs de la CEDH était de permettre des réserves uniquement en rapport avec des lois nationales en vigueur lors de la ratification<sup>70</sup>. Une réserve doit donc s'appliquer à une loi en vigueur sur le territoire de l'État déjà en vigueur lors de la ratification<sup>71</sup>. Cette exigence est liée à une deuxième condition, celle de fournir "un bref exposé de la loi en cause"<sup>72</sup>. Or, un État qui fle bref exposé a évidemment aussi clarifié la portée de la réserve à "(...) une loi en vigueur sur son territoire (...)".

La Commission a donné à cette disposition une interprétation assez libérale. Cette exigence rend impossible pour un État de faire une réserve par anticipation, afin de se garder une marge de manœuvre au cas où il désire légiférer à l'encontre de la Convention dans l'avenir. D'ailleurs, cette condition est une clé à l'interprétation de l'ensemble de la disposition concernant les réserves. En effet, l'intention des rédacteurs était de fournir une protection aux États dont la législation n'est pas conforme à la CEDH, et non de permettre aux États de choisir les normes par lesquelles ils acceptent d'être liés.

Dès lors, la logique de la volonté d'information la plus complète sur l'étendue et le contenu de la réserve entraîne l'obligation d'accompagner la réserve d'un bref exposé des normes internes en vigueur contraires aux obligations prévues par le droit international des droits de l'homme.

D'ailleurs, la Commission a souligné l'importance du bref exposé. "Il est

---

69) Cour ADH, avis consultatif OC-3/83, précité.

70) Se référer en particulier au "Texte du rapport au Comité des Ministres présenté par la Conférence des hauts fonctionnaires", doc CM/WP 4 (50) 19 et 16 rév.

71) Voir par exemple, devant la Commission EDH, les affaires X. c. Autriche, req. n°1047/61, précité, pp. 370-371; X. c. Autriche, req. n°1452/62, précité, pp. 274-275; ou encore l'arrêt de la Cour EDH Campbell et Cosans c. Royaume-Uni du 25 mars 1992, A n°233, § 37.

72) C'est dans l'affaire Temeltasch c. Suisse, précité, § 89, que la Commission EDH a fait le lien entre les deux critères.

incontestable que l'obligation faite à un État de joindre à sa réserve un bref exposé de la loi ou des lois qu'il entend maintenir en vigueur - et qui, en principe, ne sont pas en harmonie avec la Convention - permet également aux autres parties contractantes, ainsi qu'aux organes de la Convention et à toute personne concernée, de prendre connaissance de cette législation. Cet élément présente un intérêt non négligeable et il est essentiel, pour le problème qui occupe la Commission, de tenir compte, dans ce contexte, de l'étendue de la disposition de la Convention dont l'État entend écarter l'application par une réserve ou une déclaration interprétative. En effet, l'utilité d'inclure un exposé de la loi est bien plus grande lorsqu'il s'agit d'une disposition de la Convention de portée très large, comme par exemple l'article 10, que lorsqu'il s'agit d'une disposition d'une portée plus limitée comme par exemple, l'article 6 § 3, e). Dans le premier cas, il n'est pas exclu qu'une réserve formulée au mépris des exigences de l'article 64 § 2, soit considérée comme contraire à la Convention et ne produise pas les effets prévus par l'État auteur<sup>73</sup>. Mais si la Commission a considéré en l'espèce que l'omission d'inclure un bref exposé n'était pas fatale<sup>74</sup>, la Cour considère que le défaut de fournir un bref exposé est plus qu'"une simple exigence de forme", et suggère que ce défaut est susceptible d'entraîner l'illégalité de la réserve<sup>75</sup>. Aussi, la Cour reprend les motifs de la Commission au sujet de l'importance de l'obligation imposée par le § 2 de l'article 64. Elle ajoute que cette exigence "constitue à la fois un élément de preuve et un facteur de sécurité juridique", permettant aux autres Parties contractantes ainsi qu'aux organes de contrôle de vérifier la légalité de la réserve<sup>76</sup>. Dans la pratique, la Cour EDH se satisfait avec un renvoi au Journal officiel, précédé du reste d'une mention de l'objet des textes dont il s'agit. La Cour signale que le renvoi "...permet à chacun d'identifier avec précision les lois en question et de se renseigner sur elles...". Mais la Cour ajoute que l'article 64 § 2 "(...) n'exige pas pour autant une description, même sommaire, de la substance des textes en cause (...)"<sup>77</sup>. Parfois, des États remplissent la condition de l'article 64 § 2 en fournissant le texte de la disposition en cause<sup>78</sup>.

Cette exigence a également été reprise à son compte par le CDH. Cependant, il convient de noter que celui-ci, moins qu'une exigence, fait de ces

---

73) *Idem*, § 90.

74) *Ibid.*, § 91.

75) Arrêt Belilos, précité, §§ 59-60.

76) *Idem*, § 59.

77) Arrêt de la Cour EDH *Chorherr c. Autriche*, 25 août 1993, A n°266-B.

78) C'est le cas pour l'Allemagne, le Portugal, la Finlande et la République Tchèque.

conditions des souhaits. En effet, “Il est souhaitable qu’un État qui formule une réserve indique précisément les dispositions législatives ou les pratiques internes qu’il juge incompatibles avec l’obligation énoncée dans le Pacte qui fait l’objet de sa réserve, justifie les délais dont il a besoin pour aligner ses lois et pratiques sur le Pacte, ou explique pourquoi il n’est pas en mesure de le faire”<sup>79</sup>.

Ces conditions de forme imposées par la CEDH, et reprises pratiquement *in texto* par le CDH, imposent pour finir l’interdiction des réserves de caractère général.

#### *d- L’interdiction des réserves de caractère général*

Cette condition est une exigence de la CEDH. Elle suggère des limites et à la forme et au fond<sup>80</sup>. Au niveau de la forme, elle complète les autres dispositions de l’article 64 qui imposent des conditions précises afin d’éviter une réserve générale. Pourtant, il est possible pour une réserve qui respecte les autres conditions de l’article 64 CEDH d’être trop générale. Selon la Cour EDH, “(...) par “réserve de caractère général”, l’article 64 entend notamment une réserve rédigée en des termes trop vagues ou amples pour que l’on puisse en apprécier le sens et le champ d’application exact”<sup>81</sup>. Selon la Commission, la réserve ne doit pas être “libellée d’une manière telle qu’elle ne permet pas d’en définir la portée”<sup>82</sup>. En pratique, une réserve qui respecte toutes les autres conditions de l’article 64 ne pourra être que difficilement une réserve trop générale. Par exemple, dans l’affaire Belilos où la Cour a décidé que la déclaration interprétative suisse était de portée trop générale<sup>83</sup>, une référence à la législation frappée par la réserve accompagnée du bref exposé aurait certainement clarifié la réserve de façon acceptable.

Par contre, la réserve autrichienne à l’article 5 § 1 a été jugée conforme et a permis d’affiner la compréhension de cette exigence<sup>84</sup>. Alors que le requérant avait troublé l’ordre public au cours d’une cérémonie officielle et avait été arrêté et gardé à vue au commissariat, il alléguait une violation de l’article 5 § 1

---

79) CDH, Observation générale n°24, précitée, § 20.

80) Voir en ce sens par exemple COHEN-JONATHAN (G.), “Conclusions générales”, in *Les nouveaux développements du procès équitable au sens de la CEDH*, Bruxelles, Bruylant, 1996, pp. 159-197 et en particulier p. 173.

81) Arrêts Belilos (§ 55) et Chorherr, précités.

82) Affaire Temeltasch c. Suisse, précitée, § 84.

83) Arrêt Belilos, précité.

84) Arrêt Chorherr, précité.

CEDH. Selon le gouvernement, la privation de liberté se fondait sur des textes couverts par la réserve autrichienne à l'article 5 qui écarte les lois de procédure administrative. La Cour EDH a donc été amenée à apprécier le degré de généralité de cette réserve en recherchant si son objet pouvait être clairement déterminé<sup>85</sup>. En l'espèce, elle a admis que cette condition se trouvait remplie parce que le texte vise un nombre limité de lois formant un corps homogène de dispositions de procédure et de fond. De plus, la Cour a observé que les textes indiqués par la réserve étaient tous en vigueur à la date de la ratification de la CEDH par l'Autriche. Il convient de remarquer que la réserve autrichienne excluait seulement de l'application de l'article 5 un régime particulier, celui des infractions administratives, laissant hors de son champ d'application l'ensemble des procédures répressives.

Ainsi définie, le CDH a fait, là encore, sienne cette exigence du caractère non général des réserves. "Les réserves doivent être spécifiques et transparentes, de façon que le Comité, les personnes qui vivent sur le territoire de l'État auteur de la réserve et les autres États parties sachent bien quelles sont les obligations en matière de droits de l'homme que l'État intéressé s'est ou non engagé à remplir. Les réserves ne sauraient donc être de caractère général (...)"<sup>86</sup>.

Cette dernière exigence rappelle l'exigence de fond que la Convention de Vienne impose à la CADH<sup>87</sup> et au PIDCP<sup>88</sup>.

## 2- L'exigence de fond

Selon la Convention de Vienne, en cas de silence du traité, une réserve est possible à moins qu'elle "ne soit incompatible avec l'objet et le but du traité"<sup>89</sup>. Or, que ce soit dans le cadre du PIDCP qui est silencieux sur le sujet, ou de

85) Arrêt Belilos, précité, p. 26, § 55.

86) CDH, Observation générale n°24, précitée, § 19.

87) Article 75 CADH.

88) CDH, Observation générale n° 24, § 6: "Le fait que les réserves ne soient pas interdites ne signifie pas qu'un État peut émettre n'importe quelle réserve. (...) La question des réserves au titre du Pacte et du premier Protocole facultatif est régie par le droit international. Le paragraphe 3 de l'article 19 de la Convention de Vienne sur le droit des traités donne des orientations utiles. En vertu de cet article, si une réserve n'est pas interdite par le traité considéré ou relève bien de la catégorie des réserves autorisées, un État peut émettre sa réserve pour autant qu'elle ne soit pas incompatible avec l'objet et le but du traité. Bien que, contrairement à d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme, le Pacte ne fasse pas expressément référence au **critère de la compatibilité avec son objet et son but**, la question de l'interprétation et l'acceptabilité des réserves est régie par ce critère".

89) Article 19, c) de la Convention de Vienne.

celui de la CADH qui, par son renvoi exprès à la Convention de Vienne ne précise ni les réserves autorisées<sup>90</sup>, ni les réserves interdites<sup>91</sup>, les organes de contrôle ne peuvent accepter que les réserves compatibles avec l'objet et le but de ces traités<sup>92</sup>.

Ainsi, pour le CDH: "L'objet et le but du Pacte sont de créer des normes relatives aux droits de l'homme juridiquement contraignantes en définissant certains droits civils et politiques et en les plaçant dans un cadre d'obligations juridiquement contraignantes pour les États qui le ratifient, ainsi que de fournir un mécanisme permettant de surveiller efficacement les obligations souscrites"<sup>93</sup>. Et, afin de mieux expliquer son propos, il donne des exemples de réserves qui, selon lui, seraient incompatibles avec cet objet et ce but<sup>94</sup>. En particulier, concernant le droit à un procès équitable, le CDH pose comme principe que "si des réserves à des dispositions particulières de l'article 14 peuvent être acceptables, une réserve générale au droit à un procès équitable ne le serait pas"<sup>95</sup>, dont il renforce la valeur par la suite car, selon lui, "il est impossible de déroger à certaines dispositions précisément parce que la primauté du droit ne saurait être assurée en leur absence"<sup>96</sup>.

La Cour ADH a elle aussi fait référence à la compatibilité avec l'objet et le but de la CADH et de ses dispositions pour déterminer si une réserve est compatible ou non<sup>97</sup>. Concernant cette question de fond, la Cour ADH s'est exprimée sur le sujet à propos d'une réserve relative à l'article 4 CADH sur le droit à la vie<sup>98</sup>. En l'espèce, étant donné que la réserve ne tendait pas à porter atteinte à la substance du droit à la vie, elle pouvait en tant que telle passer pour compatible avec l'objet et le but de la CADH.

Au contraire, la CEDH n'impose aucune limite de fond, si ce n'est celles qui peuvent découler de l'interdiction du caractère général de la réserve. Les opinions sont partagées quant à l'existence ou non de cette condition de fond<sup>99</sup>.

---

90) Article 19, b) de la Convention de Vienne.

91) Article 19, a) de la Convention de Vienne.

92) Pour la CADH, voir l'Avis consultatif de la Cour ADH OC-3/83, précité, § 61. Pour le PIDCP, voir l'Observation générale n°24 du CDH, précitée, § 6.

93) CDH, Observation générale n°24, précitée, § 7.

94) *Idem*, §§ 8 à 10.

95) *Ibid.*, § 8 in fine.

96) *Ibid.*, § 10.

97) Cour ADH, Avis consultatif OC-3/83, précité, § 59.

98) *Idem*, § 61.

99) Voir dans le sens de l'inexistence d'une exigence de fond, opinion du juge MATSCHER sous l'arrêt de la Cour EDH Brannigan et McBride c. Royaume-Uni du 26 mai 1993, A n°258-B.

Cependant, la majorité de la Cour ne s'est jamais prononcée sur le sujet, limitant ses interventions à des questions de forme<sup>100</sup>. Il convient cependant de noter que si cette question a été plaidée<sup>101</sup> mais sans que la Cour ne se soit prononcée sur ce point dans son jugement, s'agissant des limitations qui peuvent s'imposer à un individu dans l'exercice d'un droit protégé par la CEDH, celle-ci s'est référée à "l'objet et [au] but" de la Convention pour déterminer la conformité de ces limitations<sup>102</sup>. C'est en effet "à la lumière des particularités de la procédure dont il s'agit, et en fonction du but et de l'objet de l'article 6 § 1"<sup>103</sup> que la Cour EDH forge son interprétation des éléments constitutifs du droit à un procès équitable, que ce soit dans la définition de leur contenu et de leur étendue ou dans l'appréciation de leur limitation. Il est donc fort probable que la Cour se réfère sans le dire à cette condition de fond si, dans l'avenir, les conditions de forme ne devaient pas permettre d'écarter une réserve manifestement contraire à l'esprit de la CEDH<sup>104</sup>.

La question reste donc ouverte, mais au vu de la politique jurisprudentielle globale des organes de Strasbourg en matière d'utilisation de l'objet et du but de la CEDH et de ses articles, il semble pour le moins étonnant qu'une réserve, même conforme aux exigences de forme posées par la CEDH, et qui en viendrait à permettre des pratiques qui entreraient dans le champ de définition de l'article 3 CEDH par exemple, puisse être considérée comme conforme à la CEDH.

---

Dans le sens contraire (dans le sens de l'existence d'une exigence de fond), voir opinion du juge DE MEYER sous arrêt *Belilos*, précité.

100) Les travaux préparatoires tendent à démontrer que les rédacteurs de la Convention ont voulu écarter toute exigence de fond, mais ils sont tellement sommaires qu'il serait aléatoire d'y fonder une conclusion définitive à ce sujet. Voir arrêt *Belilos*, précité, ou encore arrêt de la Cour EDH *Weber c. Suisse* du 22 mai 1990, A n°177.

101) La Commission EDH a plaidé que la déclaration interprétative suisse attaquée dans l'affaire *Belilos* était contraire à l'objet et au but de la Convention et par conséquent non permise (rapporté par R. St. J. MACDONALD, op. cit., p. 445), et la Suisse est intervenue au même sujet (RGDIP 1989, pp. 306-309).

102) Voir en ce sens l'arrêt de la Cour EDH *Golder c. Royaume-Uni* du 21 février 1975, A n° 18, dans lequel le droit à un procès équitable tel qu'il est défini dans l'article 6 CEDH consacre un droit d'accès à un tribunal, lequel constitue un des aspects du "droit à un tribunal". Toute autre interprétation du droit à un procès équitable viderait ce droit de sa substance et irait à l'encontre du texte et du contexte de l'article 6 CEDH, à l'encontre également de l'objet et du but de la CEDH qui vise à assurer des droits effectifs et réels et non pas théoriques et illusoire (voir aussi par exemple, arrêt *Airey*, précité).

103) Arrêt de la Cour EDH *Pretto c. Italie* du 8 décembre 1983, A n°71, p. 12, § 26.

104) Mais une telle réserve n'existe pas à l'heure actuelle.



Il y a donc en pratique une identité de vue sur ce que ne doivent pas être les réserves. L'interprétation restrictive des dispositions concernant la possibilité pour les États d'émettre des réserves permet ainsi de préserver au mieux les intérêts des individus bénéficiaires de la protection des droits de l'homme.

Cette interprétation restrictive peut entraîner la non-conformité des réserves dont les effets sont alors changés par rapport à ceux escomptés au départ par l'État réservataire.

### C - LES EFFETS DE LA NON-CONFORMITÉ DES RÉSERVES

Aucune des dispositions de référence en matière de droits de l'homme, quand elles existent, ne précise les conséquences qu'une décision de l'organe international de contrôle constatant la non-conformité d'une réserve avec les textes de base doit ou même peut avoir.

Devant ce vide juridique pour le moins embarrassant, et compte tenu de la non applicabilité des dispositions pertinentes en la matière de la Convention de Vienne concernant les effets des objections aux réserves entre les États parties<sup>105</sup>, ce sont donc les organes de contrôle eux-mêmes qui ont fixé les effets de la non-conformité des réserves.

Ce sont d'abord et essentiellement les organes de Strasbourg qui ont fixé ces effets.

Par son arrêt *Belilos*, la Cour EDH est devenue la première instance internationale à déclarer illégale une réserve à un traité multilatéral. Conformément à l'objet et au but de la CEDH, la Cour EDH a donné tous ses effets à cette constatation de non-conformité et a conclu que la réserve était inopposable au requérant dans un litige dirigé contre la Suisse, car "(...) à n'en pas douter, la Suisse est et s'estime liée par la Convention indépendamment de la validité de la déclaration"<sup>106</sup>. La Cour a ainsi décidé que la validité de la réserve suisse n'était pas une condition sine qua non de son acceptation globale de la Convention européenne. Sa tâche était facilitée par le fait que le procureur suisse avait admis cette analyse lors de l'audition.

---

105) Voir *supra*, les développements concernant les objections aux réserves. De plus, l'application de ces dispositions supposerait qu'elles puissent être transposables aux bénéfices des constatations de non-conformité des réserves faites par les organes internationaux de contrôle, hypothèse pour le moins irréaliste.

106) Arrêt *Belilos*, précité, § 60.

Mais la Turquie n'a pas adopté la même position lorsque la Commission EDH a jugé illégale sa "réserve" à l'article 25 de la Convention européenne. Pourtant, la Commission est arrivée à la même conclusion, la "réserve" étant sans effet, et la Turquie étant donc toujours assujettie à des requêtes individuelles, et ce malgré sa volonté expresse telle qu'indiquée dans sa déclaration<sup>107</sup>. À l'appui de sa décision, la Cour EDH invoqua l'affaire Belilos et, faisant une analogie avec le droit contractuel, invoqua également le principe général *ut res magis valeat quam pereat*<sup>108</sup>.

De même, la Cour EDH a adopté la même attitude par rapport aux réserves turques<sup>109</sup>. En effet, elle juge que l'invalidité des restrictions n'emporte pas pour autant l'invalidité des déclarations d'acceptation de la compétence des organes de contrôle. Les nécessités de l'ordre public européen emportent le morcellement de l'engagement turc<sup>110</sup> et l'acceptation des clauses facultatives demeure alors que la Turquie ne peut se prévaloir des restrictions dont elle avait accompagné ses déclarations.

Cette prise de position<sup>111</sup>, pour révolutionnaire qu'elle soit<sup>112</sup>, a le mérite d'être claire sur les effets des réserves qui sont incompatibles avec les traités relatifs aux droits de l'homme. De plus, elle a mis fin à des tergiversations que la Convention de Vienne n'avait pas levées<sup>113</sup>.

En principe, il existe trois conséquences juridiques possibles à la non-conformité des réserves. Soit l'État auteur de la réserve litigieuse ne devient pas partie au traité; soit l'État est partie au traité sauf en ce qui concerne la disposition à laquelle il avait fait sa réserve; soit enfin la réserve est totalement invalide et l'État est pleinement partie au traité, sans le bénéfice de la réserve<sup>114</sup>.

La doctrine a considéré que la première et la dernière de ces conséquences

---

107) Affaire Chrysostomos, Papachrysostomou, Loizidou c. Turquie, précitée.

108) Ce qui peut se traduire par "afin que la chose soit valide plutôt qu'elle périsse". Selon cette maxime, il vaut mieux interpréter un contrat ou une clause dans le sens qui assure sa validité, plutôt que dans celui qui entraînerait sa nullité.

109) Arrêt de la Cour EDH Loizidou c. Turquie du 23 mars 1995, A n°310.

110) *Idem*, §§ 96-97.

111) Le CDH adopte la même attitude dans son Observation générale n°24, précitée.

112) Voir en ce sens COHEN-JONATHAN (G.), "Conclusions générales", in *Les nouveaux développements du procès équitable au sens de la CEDH*, op. cit., pp. 159-197, p. 173 in fine.

113) Voir article 20 de la Convention de Vienne et la théorie des objections ordinaires et qualifiées, ainsi que de l'acceptation tacite.

114) Comme c'est le cas en matière de contrat, quand une clause émise par l'une des parties est illicite. Voir également en droit international général, l'invalidation de la clause Calvo.

étaient trop extrêmes, et que seule la seconde alternative était acceptable dans le cadre du droit international général. Cependant, la seconde alternative débouchait sur la situation pour le moins curieuse que la reconnaissance de la non-conformité d'une réserve par l'organe international de contrôle compétent empêchait l'État auteur de la réserve d'être lié par la disposition visée à l'origine par cette réserve. Donc, si la disposition à laquelle la réserve incompatible ne lie plus l'État partie auteur de celle-ci, cet État a obtenu ce qu'il désirait en émettant sa réserve, à savoir ne pas être lié par cette disposition.

Une telle conclusion n'était pas raisonnable<sup>115</sup>, ni même "juste". Un État ayant accepté la compétence de l'organe international de contrôle qui décidera de la compatibilité des réserves qu'il a émises doit donc également accepter la seule conclusion logique à cette invalidation, à savoir que la réserve invalidée est censée n'avoir jamais existé, et la disposition du traité visée par cette réserve étant pleinement applicable à l'État partie auteur de la réserve litigieuse<sup>116</sup>.

La Cour ADH, quant à elle, n'a pas eu à se prononcer sur ce problème<sup>117</sup>. Il est cependant possible de déduire des développements que l'interprétation de l'article 75 CADH a connus<sup>118</sup>, que la Cour ADH transposera la solution retenue par les organes de la CEDH<sup>119</sup>.

En effet, concernant les effets des réserves et des objections aux réserves sur l'entrée en vigueur de la CADH vis-à-vis des États parties réservataires, après avoir écarté le droit international des traités et la Convention de Vienne comme impraticables<sup>120</sup>, la Cour reconnaît que si les États parties ont un intérêt légitime à vouloir écarter les réserves incompatibles avec la CADH<sup>121</sup>, ils ne l'ont pas pour ce qui est de retarder l'entrée en vigueur de la CADH vis-à-vis de l'État réservataire. Le choix des termes n'est pas neutre. Ainsi, la Cour ADH parle de "barring reservations incompatible" et non de libérer l'État partie concerné de ses obligations en vertu de la Convention de Vienne. Cette affirmation est renforcée par la constatation de l'incompétence des États parties

---

115) Voir en ce sens NOWAK (M.), "The Activities of the UN-HRC developments from 1 August 1992 through 31 July 1995", H.R.L.J., 1995, pp. 357-397, p. 382.

116) Il s'agit donc de la troisième alternative.

117) Elle a pourtant regretté de ne pouvoir le faire, voir son Avis consultatif OC-2/82, précité, § 39.

118) Cour ADH, en particulier les avis OC-2/82 et OC-3/83, précités.

119) Cette prise de position est soutenue à juste titre par le rappel de la façon dont la Cour ADH se réfère dans ses avis sur les réserves en particulier aux positions jurisprudentielles adoptées par les organes de Strasbourg; voir en ce sens l'avis OC-2/82, précité, §§ 29 et 32.

120) Cour ADH, avis OC-2/82, précité, §§ 34 s.

121) *Idem*, § 38.

à évincer un État réservataire des obligations de la CADH sous prétexte de la non-conformité de ses réserves. D'autre part, la Cour ADH a développé une interprétation de l'article 75 CADH et de ses répercussions sur l'interprétation des réserves extrêmement restrictive<sup>122</sup>. C'est dire que la Cour ADH interprète la Convention américaine à la lumière de son but ultime qui est la protection effective des droits de l'homme. Le caractère objectif des droits de l'homme qu'elle a reconnu par ailleurs, lui fait privilégier les interprétations les plus protectrices. Or, interpréter la non-conformité d'une réserve à la CADH comme l'exclusion de la norme sur laquelle portait la réserve litigieuse du champ de protection des droits de l'homme dans le cadre américain, irait totalement à l'encontre des enseignements de la pratique de la Cour ADH<sup>123</sup>. La Cour ADH devrait donc considérer que l'incompatibilité d'une réserve avec la CADH rend celle-ci caduque et laissent les individus être bénéficiaires de la protection de la Convention.

De plus, s'il existait une quelconque hésitation sur les effets à donner à la non-conformité des réserves avec la CADH, la position adoptée par le CDH devrait définitivement la lever.

En effet, dans le cadre de son "Observation générale sur les questions touchant les réserves formulées au moment de la ratification du Pacte ou des Protocoles facultatifs y relatifs ou de l'adhésion à ces instruments, ou en rapport avec des déclarations formulées au titre de l'article 41 du Pacte", le Comité des Droits de l'Homme a, en une formulation lapidaire autant que définitive, indiqué les conséquences qu'il devrait tirer d'une constatation de non-conformité. "La conséquence normale d'une réserve inacceptable n'est pas que le Pacte restera totalement lettre morte pour l'État auteur de la réserve. Une telle réserve est dissociable, c'est-à-dire que le Pacte s'appliquera à l'État qui en est l'auteur, sans bénéficier de la réserve"<sup>124</sup>.

Dès lors, les réserves déclarées incompatibles avec les traités de protection

---

122) Cour ADH, avis OC-3/83, précité, §§ 63 à 66: "It follows that a reservation must be interpreted by examining its text in accordance with the ordinary meaning which must be attributed to the terms in which it has been formulated within the general context of the treaty of which the reservation forms an integral part. This approach must be followed except when the resultant interpretation would leave the meaning ambiguous or obscure or would lead to a result which is manifestly absurd or unreasonable. **A contrary approach might ultimately lead to the conclusion that the State is the sole arbiter of the extent of its international obligations on all matters to which its reservation relates**, including even all such matters which the State might subsequently declare that it intended the reservation to cover" (§ 63).

123) FRUMER (Ph.), "Entre tradition et créativité juridiques: la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme", R.B.D.I. (Bruxelles), 1995/2, pp. 514-539.

124) CDH, Observation générale n°24, précitée, § 18 in fine.

des droits de l'homme n'existent plus et les normes sur lesquelles elles portaient font sentir leurs effets bénéfiques dans toute leur plénitude.

Cette solution, unanimement adoptée<sup>125</sup>, est le garant de l'effectivité des droits protégés par le droit international des droits de l'homme. Il intervient dans le sens des interprétations restrictives données aux limitations et aux dérogations que peuvent connaître les droits de l'Homme.

Le régime des réserves aux instruments de protection des droits de l'Homme est donc bien différent du régime général. Son particularisme marqué se développe aux bénéfices des individus et de leurs droits fondamentaux. Ainsi, c'est l'effectivité du droit international des droits de l'Homme et de leur protection qui est renforcée, et la "mauvaise foi" de certains États purement et simplement écartée. Ce régime particulier, qui heurte de front la souveraineté des États, est donc une preuve flagrante de l'activisme et du courage des organes chargés du contrôle des instruments de protection des droits de l'Homme.

---

125) Voir les commentaires de la France, des USA et du Royaume-Uni à l'Observation générale n°24 du CDH. Par exemple: "**La France récusé l'ensemble de cette analyse** et considère que la dernière phrase ("une telle réserve est dissociable, c'est-à-dire que le Pacte s'appliquera à l'État qui en est l'auteur sans bénéficier de la réserve") est **incompatible avec le droit des traités**" (Observations transmises par lettre en date du 8 septembre 1995, A/51/40, pp. 120 s., §7).